



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques et de l'appui territorial**

**Arrêté préfectoral de levée de mise en demeure n° 2025/ICPE/525  
de l'arrêté préfectoral n° 2025/ICPE/280 du 29 août 2025 portant mise en demeure  
Société U LOGISTIQUE site VEGA – Carquefou  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 mars 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 1511;

**Vu** la demande d'autorisation initiale par la SCA SYSTEME U OUEST situé à Carquefou ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mai 2006 autorisant la société système U à poursuivre l'exploitation d'un entrepôt frigorifique situé ZI Belle Etoile 8, rue de Véga à Carquefou (44 470).;

**Vu** le récépissé de changement d'exploitant du 26 août 2016 au profit de U LOGISTIQUE situé 8 rue de Véga - 44470 Carquefou ;

**Vu** le point 4.3 C de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27 mars 2014 qui précise que : « L'exploitant met en œuvre les dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, afin de protéger les bâtiments contre le risque foudre. »

**Vu** l'article 21 de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 qui précise que :

« [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...]

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification ».

**Vu** le point 6.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27 mars 2014 qui précise que :

« [...] En cas de dispositif de confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique.

En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. [...] » ;

**Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 1er août 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025/ICPE/280 en date du 29 août 2025 ;

**Vu** le rapport de l'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire du 16 décembre 2025, constatant que la société U LOGISTIQUE site VEGA s'est conformée aux dispositions de l'arrêté de mise en demeure susvisés ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence, que la mise en demeure prononcée par l'arrêté préfectoral du 29 août 2025 susvisé peut être levée ;

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Loire-Atlantique ;

### **ARRETE**

**Article 1 :** L'arrêté préfectoral n°2025/ICPE/280 du 29 août 2025, par lesquels la Société U LOGISTIQUE site VEGA, sise 8 Rue de Véga sur le territoire de la commune de Carquefou a été mise en demeure de respecter les dispositions des prescriptions réglementaires applicables à l'activité des installations qu'elle exploite sur la commune de Carquefou est abrogé.

**Article 2 :** La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.  
Elle peut faire l'objet :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'environnement (246 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris)) dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai contentieux.

- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6, Allée de l'Île Gloriette 44041 Nantes Cedex), soit dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérécours citoyens » accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 3 :** La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le 22 décembre 2025

**LE PRÉFET,**  
Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale

  
Dominique YANI